

Le tome de l'Encyclopédie française consacré aux questions économiques et sociales a été remis à M. Joxe par MM. Berger et Perroux

Le Monde, 28 avril 1960

Dans les salons blanc et or du Centre universitaire international, à quelques pas de l'immeuble qu'habita Diderot, M. Gaston Berger, directeur général de l'enseignement supérieur et président du Comité de l'encyclopédie française, a remis mardi à M. Joxe, ministre de l'éducation nationale, le tome de l'encyclopédie consacré à " l'Univers économique et social ", qui vient de paraître. Cet ouvrage (1), remarquablement présenté, est l'avant-dernier de la série des vingt volumes de l'encyclopédie. Le dernier, qui traitera de l'agriculture et des industries de transformation, sera publié dans quelques mois. M. Joxe a remercié dans une courte allocution les auteurs du tome nouveau, qui ont mis leur grande compétence au service de cette œuvre, " faite en fonction de l'homme et pour lui, qui demeure la mesure de tout ". Le ministre a d'ailleurs rappelé qu'il avait lui aussi, avant la guerre, collaboré à l'encyclopédie française, à la demande d'Anatole de Monzie. Auparavant M. François Perroux, professeur au Collège de France, avait brossé à larges traits une esquisse du nouvel ouvrage, dont il a dirigé la préparation. " La discipline économique, a-t-il affirmé, a fait heureusement abandonner aujourd'hui les idées générales dont elle avait trop longtemps vécu. Désormais l'économiste cherche à mesurer ce dont il parle (revenu national, consommation, investissements), à décomposer les chiffres totaux qu'il calcule et à vérifier la cohérence des éléments qu'il analyse (comptabilité nationale, tableaux interindustriels). Nantis de ces données concrètes, nous pouvons enfin raisonner en termes de science, essayer de résumer de façon précise le passé, doter nos sociétés d'une mémoire et mesurer leurs projets. " Mais d'autres dangers menacent à présent la science économique : " la multiplication des monographies qui ne permet pas, à elle seule, de comprendre le monde moderne : les liens étroits - heureux par de nombreux côtés - entre hommes d'affaires et économistes, qui risquent de faire oublier à ces derniers l'ampleur de vues nécessaire à l'élaboration des projets gouvernementaux ; enfin la localisation des phénomènes économiques, alors que partout agissent les forces visant à la mondialisation des problèmes économiques et à l'unité du monde ".

Les premières parties du tome IX de l'encyclopédie reflètent ces divers soucis : analyse des grandes unités économiques, et des moteurs du développement; progrès de la demande, motifs et fruits des " innovations ", accroissement de l'investissement. " Nous n'avons pas craint, a ajouté M. Perroux, de restructurer la science économique pour dégager, au delà des énumérations fastidieuses, les grandes hypothèses auxquelles il faut avoir recours pour comprendre le monde moderne. " Dans un second temps, les auteurs ont cherché à décrire - et à expliquer - le fonctionnement des économies contemporaines, fonctionnement qui, usant des techniques de programme et de plan, mais en cherchant à sauvegarder la liberté de l'individu, " vise à rendre l'économie contrôlée et consciente ". M. Perroux a affirmé à ce propos que " la domination par l'homme des quasi-mécanismes économiques était

indispensable " et que, d'ailleurs, l'on s'efforçait partout dans le monde " de réduire les dépressions économiques pour les remplacer par de courtes contractions ".

La dernière partie de l'ouvrage - partage des fruits du travail, satisfaction des besoins fondamentaux, couverture des " coûts de l'homme ", réflexion sur le sens de l'œuvre économique - a été inspirée, a ajouté M. Perroux, " par le fait que l'homme n'est pas et ne peut pas être un capital, que l'on utilise et que l'on détruit. L'homme n'a pas de prix ; notre effort doit tendre à le libérer ", les conflits sociaux évoluant d'ailleurs peu à peu vers des dialogues, arbitrés ou encouragés par la puissance publique. L'économie, science qui cherche à se rendre exacte, débouche ainsi sur la philosophie, dans la plus pure tradition de l'humanisme. Ajoutons que la liste des auteurs de ce tome économique constitue un véritable palmarès de la science et de l'action économiques. On y trouve à côté d'éminents professeurs des techniciens de renommée mondiale, comme MM. Armand et Kowarski ; de grands financiers, public (M. Bloch-Lainé) ou privé (M. Demonque) ; des spécialistes d'autres disciplines scientifiques, de grands industriels (MM. Villiers. de Vogüé, Grandpierre), des syndicalistes (MM. Le Brun, Barjonet, Vignaux. Millot, Gingembre), des sociologues (M. Friedmann), des philosophes. " Cette équipe exceptionnelle, devait conclure M. Perroux, montre que, de nos jours l'économiste sent le besoin d'être parfaitement entouré. "

L'économie des jeunes nations de François Perroux

Par R.S., LM, 27 décembre 1962

Voici présentés au grand public certains développements professés au Collège de France par F Perroux. Ce livre (1) constitue un des chaînons d'une recherche qui doit se poursuivre par des volumes sur le plan indicatif dans les milieux sous-développés, la jonction des plans nationaux dans un espace régional, la grande entreprise et la petite nation dans le " tiers monde " " En cette époque-ci, l'industrialisation ne peut pas s'accomplir nation par nation. La volonté des pays sous-développés d'industrialiser leurs économies devrait entraîner la formation d'ensembles plurinationaux. Pour de tels ensembles s'effacent plusieurs faux dilemmes : industrie ou agriculture ? Industrie lourde ou industrie de transformation ? Industrie agglomérée ou industrie dispersée ? " Les analyses et réflexions concernent ici directement les pays de l'Afrique d'expression française, et tout spécialement l'Afrique noire. Avec cet allant qu'on lui connaît. F. Perroux dissèque et disloque nombre d'idées reçues, dénonce des contradictions et pourfend des égoïsmes. Le réformateur et l'économiste cohabitent chez lui Les exigences du premier contraignent sans cesse le second à proposer des innovations hardies, qui à leur tour, exigent des hommes en général, - et ici des Africains - de bien rares vertus. Cette opposition, entre l'auteur et le sujet, fait opportunément apparaître avec plus de clarté encore l'immensité de la tâche à accomplir et la nécessité d'une coopération entre le monde tempéré et celui des tropiques. Un des thèmes positifs du livre est celui des regroupements des économies des États nouvellement indépendants (le terme " nation " est récusable). En Afrique, plus qu'ailleurs peut-être " il faut des élites " plus que " techniciennes au sens courant de cette épithète, des élites capables d'assumer les intérêts de plusieurs nations et de les servir ". Et c'est pourquoi les passages consacrés à la création des "

espaces d'échanges " et de la coopération interafricaine sont, entre autres, à lire, parce qu'à la fois lucides et riches de suggestions. S'appliquant à résoudre les problèmes de subsistance (" nous ne sommes pas de ceux qui méprisent dogmatiquement l'avoir au bénéfice de l'être ; nous voulons au contraire pour chacun les moyens de l'avoir pour qu'il possède la vie et l'être dans sa plénitude "), les réflexions de F Perroux cachent mal une sensibilité ouverte à la peine et aux aspirations des hommes derrière la technique de l'économiste et le brillant des formules d'un écrivain. Certains lecteurs peuvent ne pas être d'accord avec l'interprétation de l'Afrique donnée par l'auteur, des aptitudes d'organisation qu'il requiert implicitement et du " will to économise ", cette volonté et cette capacité de bien employer les ressources : d'autres observateurs pourront estimer que l'économiste accepte ici comme réalités, certaines affirmations : mais nul ne peut, contester que les chemins hardiment et généreusement tracés par F Perroux soient les grandes voies de l'avenir.

M. François Perroux introduit Marcuse au Collège de France

Par N. B., LM, 29 janvier 1969

Pour son cours inaugural, lundi, au Collège de France, sur un sujet très contemporain, " La promotion sociale, modèle d'ascension des masses et de circulation des élites ", M. François Perroux n'a pas craint les références à l'actualité la plus brûlante. Ayant l'intention d'analyser la " société de participation " qu'il oppose à la " société de domination ", il commença par prier un public, au demeurant fort respectueux, de ne pas confondre la participation économique dont il parle avec la participation politique dont on parle beaucoup ces temps-ci. En fait, ce premier cours fut aux trois quarts consacré à l'exégèse du " meilleur analyste, Herbert Marcuse ", dont " l'enseignement est essentiel " pour tout ce qui touche à la promotion et à la participation. Il importe d'ailleurs de distinguer sa pensée des " contrefaçons " qu'un " printemps effervescent " a mises à la mode, avec la complicité d'une presse orientée et d'une publicité " avisée ". Évoquant les " mouvements bruyants et anarchiques... que certains ont été tentés de considérer comme une dégénérescence psychosomatique ", M. Perroux estime qu'ils ont eu du moins le mérite d'attirer l'attention sur un vrai problème : celui de l'asservissement de la masse à une société capable seulement de sécréter le confort et le divertissement. L'orateur se lança alors dans une brillante analyse, que l'auditoire, dont l'éventail d'âges était fort ouvert, écouta avec attention. C'est tout au plus s'il lui arracha quelques sourires lorsqu'il souligna que la pensée de Marcuse était, au demeurant, exprimée " dans des termes assez clairs pour être écrits sur les murs ". Les agressions de la " société-fabrique, qui modèle le comportement, l'affectivité et la pensée ", et produit une autosatisfaction elle-même génératrice d'autodestruction ; le détournement de l'" instinct de vie " - Éros - commercialisé, " chosifié " ; les " horribles jeux de mots " qui font dire " la société désire, la société demande ", ont été évoqués tour à tour avec brio et, parfois, avec passion. Dans sa conclusion, M. François Perroux réunit dans un même anathème " les analyses sommaires et analphabètes " de l'enseignement de Marcuse et " un système économique qui se préoccupe plus de tuer que de promouvoir la masse ".

Le prix Nobel d'économie et M. François Perroux

Le Monde, 8 décembre 1970

M. Claude Jessua, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Besançon, nous écrit à propos de M. François Perroux, mis en cause dans une lettre de M. Serge-Christophe Kolm, concernant le prix Nobel d'économie (Le Monde du 2 décembre) :

Je me pose les questions suivantes :

1) M. Kolm juge-t-il très scientifique l'attitude qui consiste à " exécuter " en deux lignes, et comme si cela allait de soi, l'œuvre d'un des rares économistes français vivants dont le nom ait franchi les frontières de notre pays ?

2) M. Kolm aurait-il la naïveté de croire que le statut épistémologique de la science économique est si bien établi que toute interrogation sur les prémisses et sur les fins, interrogation qui sous-tend l'œuvre du professeur Perroux, est dépourvue de sens et relève de la " littérature " ? Si oui, peut-être faudra-t-il saluer en M. Kolm un des derniers "scientistes".

3) M. Kolm ne croit-il pas que venger sur la personne de François Perroux l'injure faite en d'autre temps à Léon Walras, c'est tout simplement substituer un dogmatisme à un autre, c'est échanger une iniquité contre une injustice ?

On voit mal ce que le progrès scientifique peut gagner à une telle opération.

De son côté, M. Henri Chambre, directeur d'études à l'École pratique des hautes études de 1957 à 1969, et actuellement sous-directeur de laboratoire au Collège de France, écrit : Fréquentant et étudiant de près l'œuvre de F. Perroux dès avant la seconde guerre mondiale, je m'étonne qu'un économétricien encore jeune (c'est-à-dire praticien d'une technique mathématique appliquée à certains problèmes économiques fort simplifiés) puisse affirmer de F. Perroux que ce qu'il écrit n'est pas de la science économique ". Qu'il suffise de renvoyer à la Valeur (1943), aux travaux éminents, théoriques et pratiques, effectués par F. Perroux et le groupe d'économistes réunis à l'I.S.E.A., en vue de fonder la comptabilité nationale française (1945-1951), aux Comptes de la nation (1949), au tome IX de l'Encyclopédie française consacré à " l'Univers économique et social ", dont la publication (1960) a été dirigée par F. Perroux et G. Berger. Et j'en passe. De plus, cette affirmation ne peut que jeter le discrédit sur l'œuvre de Léon Walras, et surtout de Vilfredo Pareto. Mais, il est vrai, la science économique pour laquelle combat P. Perroux n'est pas celle qui enrichit les riches en appauvrissant les pauvres. Cette dernière ne manque d'ailleurs pas de zéloteurs et de serviteurs.

M. François Perroux : la dévaluation d'août 1969 n'était justifiée par rien.

Le Monde, 18 mai 1971

La dévaluation du franc en août 1969 " n'était justifiée par rien ", déclare M. François Perroux, professeur au Collège de France, dans une interview que publie l'hebdomadaire les Informations. " Une dévaluation, explique M. Perroux, n'est justifiée que pour éliminer pendant une certaine période un déséquilibre insupportable et pour laisser aux entrepreneurs et aux travailleurs le temps de rétablir leurs coûts et leurs prix réels à un niveau tel que les balances du commerce et des paiements reviennent à un équilibre relatif. Mais lorsque les structures sont et restent rigides, lorsque les entrepreneurs continuent de demander des subventions pour augmenter leurs profits, lorsque le gouvernement pratique une politique de pourboires pour obtenir la paix, alors la dévaluation ne sert à rien. Elle s'analyse simplement comme une distribution aux exportateurs de fonds additionnels. "

Une lettre de M. François Perroux

Le Monde, 20 février 1973

Après la nomination de M. Charles Morazé à la direction de l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES), nous avons reçu de M. François Perroux, professeur au Collège de France, la lettre suivante, qui est également signée de MM. Michel Cépède et Pierre Monbeig : Une note publiée dans le Monde du 8 février, sous le titre " M. Charles Morazé est nommé directeur de l'IEDES ", risque d'égarer vos lecteurs en raison de lacunes et d'inexactitudes graves. En mon nom propre, et au nom de MM. Michel Cépède et Pierre Monbeig, membres du conseil de direction depuis 1965, du corps professoral et des collaborateurs administratifs demeurés fidèles à l'œuvre entreprise, je vous demande d'insérer les compléments et les rectifications ci-dessous ; en effet, et sans que la personnalité de M. Ch. Morazé soit en cause, il ne peut y avoir nomination à un poste qui n'est pas vacant et selon une procédure annulée. Le Conseil d'Etat, sur recours de M. François Perroux, professeur au Collège de France, a rendu, le 28 mai 1971, un arrêt annulant les dispositions " singulières " du décret dérogatoire relatif à l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES). Ce décret, unique en son genre, avait accordé le droit de vote aux enseignants, aux personnels administratifs et aux étudiants de l'année précédant les élections ; ceux de l'année en cours n'avaient pu voter. Les opérations électorales et leurs résultats (1er mars 1969) étaient déjà annulés, sur requête de M. François Perroux, par arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 1970. En vertu d'une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les membres du conseil transitoire devaient abandonner leurs fonctions à l'Institut, et le directeur par intérim était tenu de présenter sa démission ; ce qui n'a pas été fait. Les élections organisées sur le fondement d'un acte qui, annulé par une juridiction administrative, est réputé n'avoir jamais existé, encourent l'annulation par voie de conséquence. Les élections au conseil définitif ont été organisées par une autorité incompétente qui aurait dû quitter les lieux en février 1970, date du premier arrêt du Conseil d'Etat. Contrairement à ce qu'énonce la note publiée dans le Monde, M. François Perroux n'a jamais " abandonné " ses fonctions en

1969. Le conseil de direction, le corps professoral et les collaborateurs administratifs fidèles à l'œuvre entreprise n'ont pas cessé de protester, aux côtés de M. François Perroux, contre l'inexécution des décisions du Conseil d'Etat et persistent, à toutes fins utiles, dans la détermination de faire triompher le droit par toute voie légale et par tout moyen légitime.

La mort de François Perroux Le Claudel de l'économie

François Perroux, professeur honoraire au Collège de France, est mort le mardi 2 juin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans dans une clinique de Stains. Ses obsèques auront lieu le vendredi 5 juin à 16 heures, à l'église Saint-Pierre de Montmartre.

Le Monde, 4 juin 1987

Massif, toujours vêtu de sombre, l'oreille tendue pour pallier une certaine surdité, une voix reconnaissable entre toutes, qui aimait l'envolée, l'éloquence de chaire _ celle de Bossuet plus encore que celle de l'Alma mater, _ François Perroux fut sans doute, à la fois, l'économiste français le plus renommé, le plus fécond et le plus singulier de notre siècle. Sa puissance de travail et, ce qui est encore mieux, d'imagination conceptuelle fut riche au point que le seul énoncé de ses livres, articles, communications _ en France et dans les quelque quinze universités étrangères dont il avait été nommé docteur honoris causa, _ tient à peine en une quarantaine de pages, simple interligne. Dès 1926 (il a vingt-trois ans), il publie un livre sur le Problème du profit. Pas un petit opuscule d'entrée en matière économique, mais un ouvrage de plus de cinq cent cinquante pages ! Il n'aurait sans doute pu ensuite abattre la somme de contributions que l'on sait, s'il n'avait constamment recherché la stimulation de groupes de réflexion, soit à l'université de Lyon où il commença à enseigner, à l'université de Paris, où il prodigua ses cours de 1935 à 1955, à l'Ecole pratique des hautes études, à l'Institut des sciences politiques, et largement hors de nos frontières. Mais ses " laboratoires " les plus productifs furent incontestablement l'Institut de science économique appliquée, fondé en 1944 et qui devint ensuite l'Institut de sciences et de mathématiques économiques appliquées (ISMEA), le Collège de France où il se vit attribuer la chaire d'analyse des faits économiques et sociaux, enfin l'Institut d'études pour le développement économique et social qu'il dirigea pendant quelques années et où les débats sur le tiers-monde entre étudiants et professeurs furent souvent houleux entre 1965 et 1968.

On ne rassemble pas en un bouquet d'hommages les mille et une pousses de cet arbre de science, planté en notre sol. Il y avait du Claudel dans François Perroux, cette façon qui n'appartenait qu'à lui de parler souvent sur un registre lyrique du phénomène d'accumulation ou du saint-simonisme, de marier les paysages économiques de l'Orient et ceux de l'Occident, comme pour tenir embrassés le temps et l'espace où l'homme construit. François Perroux aimait parler de " Propos d'étape ". La dernière étape fournit à tous ceux qui ont suivi le cheminement de sa pensée l'occasion de poser des jalons et de repérer les " points forts " de son apport à la science économique. Très vite, ce " créateur " avait compris qu'on a la vue basse en ne suivant que les enseignements dispersés dans l'Hexagone. Il est le premier économiste français invité, après la Libération, à la London School of Economics et à Harvard. Il parle à Chicago, à Columbia et dans bien d'autres lieux, car il avait aussi le don des langues,

exposant ces thèses aussi bien en allemand, en anglais, en espagnol qu'en italien. En échange, il fait mieux connaître et comprendre de grands économistes étrangers en France : Joseph Schumpeter avant la guerre, puis John-Maynard Keynes, ce qui ne veut pas dire qu'il considère la tradition économique française comme négligeable. Il a un commerce très familier avec Jean-Baptiste Say, François Simiand, Paul Leroy-Beaulieu, Emile Levasseur, Auguste Cournot, Léon Walras.

S'il fallait - il faut - faire émerger de la masse de sa production les notions-phares, que retenir? La première, très générale, exposée notamment dans son ouvrage *Economie et société : échange, contrainte et don* (1960), c'est que l'économie embrasse trois structures fondamentales : 1) Celle du marché, qui exprime l'échange commercial ; 2) Celle de l'organisation, où l'on rencontre non seulement le marchand mais aussi l'industriel et les pouvoirs publics, où l'autorité se manifeste alors que, dans l'univers du marché, tous les gens sont censés être égaux ; 3) Celle de la solidarité, qui répond à la satisfaction des besoins qui ne sont pas solvables. Développant ce troisième point, François Perroux extrait de sa gangue la notion des " coûts de l'homme " _ maintes fois utilisée ensuite comme outil d'analyse. Il s'agit de la prise en compte des besoins réels d'une population, économiques certes (alimentation, logement, vêtement, etc.), mais aussi culturels et sociaux (animation, information, éducation, santé, etc.). C'est évidemment à l'usage du tiers-monde que cette notion a des chances de s'épanouir, et on doit à François Perroux d'avoir opéré une distinction capitale entre croissance et développement. Bien avant mai 1968, notre auteur savait non seulement qu'" on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance ", mais que certaines formes de croissance vont à l'encontre même du développement, notion englobant les richesses, même non comptabilisables, d'une communauté.

Dans l'abondante production de François Perroux, celle qu'il a précisément consacrée aux recherches sur le développement sera sans doute tenue pour essentielle. Son idée centrale, esquissée dès 1950 et enrichie constamment, c'est qu'il faut sortir pour ces pays pauvres des notions abstraites de l'économie marchande et de l'équilibre général, résultat de confrontations d'intérêts particuliers sur des marchés plus ou moins imparfaits. La recherche portant sur la sécrétion du maximum de richesse ne signifie rien dans un monde où s'étalent les inégalités de toutes sortes et qui est livré à la compétition féroce d'unités économiques, dont certaines (les multinationales) disposent d'un pouvoir financier supérieur à celui des Etats dans lesquels elles s'installent, tandis que d'autres n'ont même pas accès au marché de l'épargne et du crédit. Il faut donc pour dépasser les contradictions du sous-développement, une autre théorie que celle qui est en usage en Occident, c'est-à-dire " déshonorer le culte de l'argent " et chercher à faire fructifier au maximum les potentialités humaines. M. Gilbert Blardone qui a étudié de près l'apport de François Perroux dans ce domaine (1) rappelle que notre auteur estimait qu'un autre développement était possible à trois conditions : la prise en compte des besoins réels des populations ; l'utilisation des moyens existants à l'intérieur de chaque société dans le respect des cultures et de l'environnement (c'est ce qu'il appelait la self-reliance) ; des réformes de structures pour surmonter les inégalités à tous les niveaux où elles se manifestent : local, régional, national, international.

Dans l'arène

François Perroux a immédiatement le souci de fournir des outils d'analyse qui se démarquent des conceptions " classiques " de la plupart des économistes des Nations unies qui pensaient, à l'époque, que le sous-développement pouvait être vaincu par une solution quantitative de produit national à faire croître. Pour lui, il s'agit avant tout d'un problème de structures subissant à la fois la " désarticulation " interne (les relations s'établissent mal ou pas du tout entre les divers aspects de l'activité de ces sociétés), la " domination " par les forces extérieures et le " gaspillage permanent de la ressource humaine ". C'est donc toute la théorie du développement de la croissance qu'il faut revoir selon François Perroux et une grande partie de son oeuvre se situera dans cette perspective. Mais il ne s'agit pas de discourir sur le thème. Un des mérites de notre économiste est d'avoir farouchement défendu _ il n'est pas le seul bien sûr _ l'utilisation de l'instrument mathématique pour démythifier une " science économique " qui n'avait de " science " que le nom resurgi. Toutefois, François Perroux n'était pas dupe de l'outil et se gardait heureusement de l'illusion scientifique considérant comme définitivement établis les résultats d'une recherche. " Cent fois sur le métier "... lui aussi remettait son ouvrage né d'un constant affrontement entre les faits et leurs représentations abstraites. Il craignait parfois que l'habillage mathématique fit passer pour une vérité ce qui n'était qu'une construction idéologique et qu'alors l'économie ne fût plus qu'une " science qui, sous les apparences de l'objectivité " devint " la science d'obtenir la richesse en produisant la misère (F. Engels). Pour François Perroux, " l'objet de l'activité économique, c'est le service de la vie au-delà de l'argent ".

Prophète dans la rénovation de la théorie de l'équilibre général, dans l'analyse des problèmes fondamentaux du tiers-monde, lançant l'idée des " pôles de développement ", qui sera tellement exploitée ensuite, celle des " effets d'entraînement " des industries motrices, des " macro-décisions ", des " inégalités structurelles entre grands ensembles ", François Perroux n'a pas fait qu'un immense périple à travers les concepts. Son apport à l'économie appliquée est également considérable. En collaboration avec Jan Marczewski et Pierre Uri, notre économiste publiait en 1947 le premier ouvrage consacré au Revenu national, après s'être intéressé, dès 1938, au thème Capitalisme et communauté de travail. En 1948, il publiait un livre sur le Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde. Cette Europe dont il salua la naissance devait prendre peu à peu dans son esprit une signification beaucoup plus large, souhaitant qu'elle s'impose comme un creuset de valeurs et devant essaimer bien au-delà de sa configuration géographique. D'où l'Europe sans rivages (1954), aussi bien prête à redevenir un foyer d'influence sans risque d'impérialisme qu'à subir des forces extérieures auxquelles elle ne désire plus résister. Dans le même mouvement, naissait son livre en trois volumes sur la Coexistence pacifique (1958) qui rejoint ses recherches sur " l'économie généralisée ", vaste investigation sur les fonctions économiques fondamentales, communes aux deux grands systèmes, capitaliste et collectiviste.

Comment s'étonner dès lors que François Perroux se soit intéressé dans son livre Industrie et Création collective (1964) au saint-simonisme dont le projet fondamental était de substituer à l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation du globe par les hommes associés et où le capitalisme et le socialisme sont encore mêlés avant de devenir frères ennemis, comme le disait Jean Lacroix, qui fut toujours très proche de François Perroux. Il n'y a pas lieu d'être plus surpris que notre auteur se soit intéressé à Herbert Marcuse, le prophète de mai 1968,

au point de lui consacrer un livre (1969) où s'entrecroisent les questions et les réponses. Il y trouvait en effet un écho à ses conceptions sur l'excessive domination de l'argent et ravi de lire, sous la plume de son interlocuteur, que la " culture industrielle " c'est l'anticivilisation. Il faut en tout cas, estime François Perroux, se débarrasser de l'idée que le système américain est le seul possible. Cette idée est largement développée dans *Indépendance de la nation* (1971), où l'auteur, dans la mouvance du gaullisme cette fois, s'en prend à l'influence exagérée des Etats-Unis, qui " n'est pas seulement matérielle, [mais qui] s'étend aussi à la façon de concevoir l'économie ". Il en appelle à la résistance culturelle de l'Europe... avec d'autant moins de gêne, dit-il, qu'il a été l'un des premiers Français à enseigner à Harvard. " Si l'Europe n'est pas rénovée, poursuit-il, elle ira de souffle en souffle jusqu'à son dernier souffle. "

Une pensée subversive

L'influence de Marcuse se retrouve aussi dans un autre livre, *Masse et Classe* (1972), qu'Etienne Borne salue dans les colonnes du Monde sous le titre " Une pensée subversive ". Souvent, en effet, il y a chez François Perroux un côté provocateur. En l'espèce, il reprend ici l'idée chère à Marcuse selon laquelle la classe ouvrière, partiellement intégrée dans le système, n'est pas en situation révolutionnaire. Ce qui n'est pas un ralliement au néolibéralisme, car l'auteur oppose " classe " à " masse ", concept auquel il donne un sens nouveau, celui des hommes rejetés par la civilisation technique, réduits à l'alimentaire, face à une minorité qui possède les machines et monopolise la culture. Cette structure de conflit existe aussi bien dans les sociétés capitalistes que dans celles qui se disent socialistes. On en vient tout naturellement à cette notion fondamentale du pouvoir évacué généralement par les économistes néo-classiques et que François Perroux s'efforce dans son livre *Pouvoir et économies* (1973) d'intégrer dans les différents modèles macro et micro-économiques, tout en conservant le cadre de la théorie classique. A propos de " pouvoir ", celui de ce qu'il appelle " les grandes unités " (firmes mondiales de production et multinationales) est énorme. Elles ont une capacité, sous-estimée par l'économie classique, de créer leurs propres espaces de production, d'échange, de crédit, de collecte de l'épargne et, pour François Perroux, elles sont à l'origine de phénomènes d'inflation de type mondial.

Ainsi, peu à peu, l'économiste français le plus écouté à l'étranger, à partir non de modèles abstraits mais de représentations des réalités du monde économique, révisé la théorie de l'équilibre économique général, comme il l'indique en sous-titre d'un de ses autres ouvrages : *Unités actives et mathématiques nouvelles* (1976). La théorie du seul équilibre des choses doit être éliminée parce qu'elle détruit l'essentiel de l'économie qui est une activité. Il faut sortir des conceptions mécanistes pour appréhender les rôles tenus par les agents économiques et leurs groupes, les structures, les interactions qui modifient le milieu étudié, en un mot inventer la méso-économie après la macro-économie. Forger des concepts nouveaux et prévoir leur application dans les systèmes en devenir n'a jamais éloigné François Perroux de la politique économique quotidienne et il ne s'est pas privé, notamment dans les colonnes du Monde, de donner son sentiment sur l'actualité. Interrogé par André Fontaine en 1978 (2) sur les raisons de la crise ouverte au début de la décennie 1970, François Perroux repousse l'idée qu'elle relève de la catégorie des crises cycliques et cite parmi les plus sérieux la brusque élévation de la masse des liquidités mondiales en 1971-1973, donc avant le quadruplement du prix du pétrole (1973), le poids des dépenses improductives d'armement, pression permanente à l'inflation, les complaisances chroniques à l'égard de l'étalon-dollar

qui ne préparent évidemment pas un ordre monétaire. François Perroux a rendu à l'économie la chaleur qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Grâce à lui, grâce à ce langage " expressionniste " que certains lui reprochaient, mais qui n'était qu'une face de sa générosité, cette " science lugubre " dont parlait Carlyle s'est éclairée. Il l'a voulue non moralisante, mais normative, car elle n'a de sens que si elle consiste à mettre en oeuvre la totalité de la " ressource humaine ". Il l'a arrachée à la scolastique. Méditons cette phrase de sa première leçon au Collège de France : " Le savoir doit réduire les tensions, arracher le penseur aux orthodoxies vaines. Nous devons nous consacrer à la recherche d'une praxiologie générale. "

François Perroux, l'indépendant

Par par Jean-Marc Daniel, LM, 10 février 2004

Le 19 décembre 1903, il y a cent ans, naissait à Lyon François Perroux, l'un des plus grands économistes français du XXe siècle. Licencié es lettres en 1923, il est major de l'agrégation d'économie en 1928. Il enseigne d'abord à Lyon jusqu'en 1937, puis à Paris, où il accède de 1955 à 1974 à la chaire d'économie du Collège de France. Travailleur infatigable, il multiplie les activités, publie énormément, accumule les fonctions: il est membre du comité de rédaction de la Revue d'économie politique en 1946, du conseil économique et social en 1959 ; il fonde en 1944 l'institut supérieur d'économie appliquée (l'isea qui devient ensuite l'isma, grâce à l'ajout des mathématiques) ; il est docteur honoris causa de dix-huit universités. Forte personnalité, il fait montre d'une originalité qui confine à l'excentricité. Très tôt, il affiche une surdité dont il joue pour conduire les conversations à sa guise. Tombé amoureux fou de sa femme le jour de leur divorce, il lui fait une cour assidue et partage à nouveau sa vie. Sa disparition en fait un veuf inconsolable, qui prétend nourrir une conversation suivie avec elle dans l'au-delà. On retrouve cette originalité dans sa vision économique. Il est inclassable, critiquant le libéralisme des néoclassiques, le marxisme et le keynésianisme, pour construire sa propre théorie qu'il dit inspirée de Schumpeter, de Cournot et des économistes de l'école autrichienne. De la théorie néoclassique, il conteste tant la forme que le fond. Dans la forme, ce littéraire qui entretient des rapports douloureux avec les mathématiques défend l'usage systématique du formalisme algébrique. Il reproche aux épigones de Walras et de Marshall de continuer à user des mathématiques de Lagrange quand les progrès de la topologie mathématique et les travaux du groupe Bourbaki ont conduit à revoir la présentation du calcul différentiel. Sur le fond, il juge irréalistes certaines hypothèses qui fondent la notion de concurrence pure et parfaite à partir de laquelle le marginalisme néoclassique se construit, notamment les hypothèses d'égalité et d'atomicité. L'idée d'une égalité des agents économiques ne peut être considérée que comme une approximation, car l'économie est faite de rapports de forces entre acteurs, dont certains sont plus puissants ou mieux informés que d'autres. L'atomicité est une situation limite, celle d'une infinité d'intervenants sur le marché, infinité d'autant plus inaccessible que la dynamique même de la concurrence tend à la concentration. A ses yeux, la réalité est celle de la concurrence imparfaite telle que décrite par l'Anglais Chamberlain, dont il diffuse les travaux. Il invente le concept de « pôles de développement », lieux où la production est structurée non seulement par le marché, mais aussi par l'existence d'une activité de référence, qui apporte travail et dynamisme tout en imposant prix et salaires.

Préfacer laudateur de Marx dans la « Pléiade » et auteur d'un « Que sais-je » critique sur le capitalisme, il s'oppose néanmoins au marxisme dévoyé de l'Union soviétique. Associé aux travaux du Commissariat du Plan de Jean Monnet, il y défend une vision souple de la planification aux antipodes des pratiques des pays de l'Est. Pour lui, planifier signifie « organiser ». Pour ce faire, l'Etat doit d'abord rassembler les informations et les statistiques qui permettront aux décideurs d'agir en connaissance de cause. C'est pourquoi François Perroux s'est particulièrement investi dans la mise au point de la « comptabilité nationale » française. L'Etat doit ensuite compléter l'action des entreprises par la réalisation d'équipements collectifs. L'annonce de leur réalisation constitue, pour lui, le texte du plan. Quand il décide d'aborder les problèmes du tiers-monde, il s'inscrit dans cette logique. C'est ainsi qu'il conseille aux jeunes Etats issus de la décolonisation un rôle d'incitation et non de production. Le keynésianisme, même à l'époque de son apogée, ne le convainc guère. Dans son livre majeur, intitulé L'Economie du XXe siècle, il propose une politique économique à rebours des schémas keynésiens officiels, selon lesquels le gouvernement dispose de la politique budgétaire pour atteindre le plein-emploi et de la politique monétaire pour la stabilité des prix. Pour lui, la relance par le déficit public est illusoire et même néfaste car elle crée des dettes qui handicapent l'avenir. En revanche, la politique budgétaire trouve toute sa pertinence dans la lutte contre l'inflation, l'augmentation des impôts permettant d'éponger la demande excédentaire. Quant à la politique monétaire, elle est un moyen de relance puisque la baisse des taux d'intérêt favorise l'investissement. Homme libre, Perroux suscite des disciples admiratifs et fidèles qui vont du compagnon de route du communisme au pragmatique libéral comme Raymond Barre. Il meurt en 1987 avec deux regrets : bien que gaulliste, son influence décline avec la fin de la IVe République ; économiste mondialement connu, il n'obtient pas la reconnaissance mondiale que confère le prix Nobel.